

DES MARSEILLAISES EN RÉSISTANCE

Par Éliane Richard,
de l'Académie de Marseille



Résistantes des FTP F. M.O.I. défilant le 29 août 1943. © Collection particulière

Entre 1940 et 1944, quand Marseille était encore en Zone dite libre, puis pendant l'Occupation et enfin lors de la libération de la ville, elles aussi ont résisté. Marseille s'en souvient, elle qui a donné leur nom à une rue (Fiji Turin, Élise Delanian...), à une avenue (Danielle Casanova, Mireille Lauze...), à une place (Joséphine Roussel...), à un square (Berty Albrecht), à un lycée (Germaine Poinso-Chapuis) ; çà et là, quelques plaques perpétuent aussi le souvenir de Mala Kriegel, Eliane Plewman. Certaines ont été décorées ou reconnues Justes parmi les nations, telle Émilie Guth. Nombre d'entre elles seraient pourtant tombées dans l'oubli sans les travaux des historiens et historiennes qui se sont efforcés de les sortir de l'ombre^[1]. Dès lors, une cinquantaine d'entre elles peuvent aujourd'hui bénéficier d'une notice biographique dans le Dictionnaire des Marseillaises^[2] et plus d'une vingtaine d'au moins une citation ; d'autres les rejoindront dans la nouvelle édition en préparation... mais combien resteront à jamais anonymes, bien qu'elles aient pourtant participé, elles aussi, à des actions de Résistance en y laissant parfois leur vie ?

[1] Parmi eux, le mémoire de maîtrise *Les Marseillaises dans la Résistance* soutenu en 1995 par Ingrid Gallard à l'Université de Provence (AMU). [2] R. Dray-Bensoussan, H. Echimard, C. Maranc-Fouquet, É. Richard, *Dictionnaire des Marseillaises*, Éditions Gaussien, Marseille, 2012.

Qui étaient-elles ?

Elles venaient de tous les horizons, de la haute société, telle la comtesse Pastré qui dans sa villa de Montredon accueillait artistes et intellectuels fuyant le nazisme, jusqu'aux milieux populaires comme cette Madame Simon dont le prénom s'est envolé, l'épouse d'un employé de tram qui trouva la mort lors d'une manifestation. Elles étaient ouvrières comme Joséphine Turin, étudiantes comme Élise Delanian, enseignantes comme Mireille Dumont, journalistes comme Rosette Remacle, photographes comme Julia Pirotte, avocates comme Germaine Poinso-Chapuis ; les assistantes sociales et infirmières étaient particulièrement nombreuses (Nicole Weill-Salon, Berty Albrecht, Marcelle Bidault, Fanny Loinger, Madeleine Laurenti...).

Elles étaient catholiques, protestantes, juives. Nombre d'entre elles étaient militantes socialistes, communistes ou trotskistes ; certaines appartenaient à des mouvements gaullistes ou démocrates-chrétiens. D'autres encore, éloignées de toute idéologie, agissaient tout simplement en tant que femmes ou mères : refusant de se considérer comme héroïques, elles affirment : « Je n'ai fait que ce qu'il fallait faire ».

La plupart étaient Marseillaises, mais beaucoup étaient étrangères, ce qui ne saurait étonner dans cette ville ouverte sur le monde. Elles venaient d'Espagne, d'Italie, de Belgique, mais aussi de Russie, Serbie, Pologne, Moldavie, Roumanie, et même de Nouvelle-Zélande. Elles ont souvent intégré les groupes FTP de la main-d'œuvre immigrée. Si diverses soient-elles, toutes ces femmes s'étaient plus ou moins engagées dans la lutte contre le régime de Vichy ou dans la résistance au nazisme.

Qu'ont-elles fait ?

À Marseille et parfois ailleurs, plusieurs d'entre elles ont agi aux côtés des hommes, et comme eux en exerçant de hautes responsabilités. Dès 1940, Marie-Madeleine Fourcade, co-fondatrice du réseau Alliance avec le commandant Loustaunau-Lacau et en liaison avec l'Intelligence Service, est chargée du renseignement dans la Zone sud ; elle installe son quartier général à Marseille. L'année suivante, toujours à Marseille, Berty Albrecht fonde avec Henri Fresnay le mouvement Combat dont elle rédige le bulletin clandestin *Les Petites Ailes*. Renée Rougeot participe à la création du Front National de libération dans les Bouches-du-Rhône. Hélène Cogoluegnes, chef de secteur des Mouvements Unis de

Autoportrait de Julia Pirotte (1907-2000), en 1943.
© Musée d'Histoire de Marseille • 1019L_1966-84



la Résistance, a fait évader des officiers britanniques du fort Saint-Nicolas. Plusieurs d'entre elles ont rejoint les maquis comme Renée Dray-Silhol et participé à des actions de sabotage. Hélène Plewman, parachutée dans le Jura, rejoint Marseille, sa ville natale, pour y organiser diverses opérations. Comme elle, certaines ont porté les armes, s'en sont servies contre l'occupant ou ont participé aux combats de la Libération, telles Madeleine Baudouin, Catherine Blum, Renée Rougeot, Haham Choura.

Engagées dans différents mouvements, Combat, FTP-MOI, FNL, MUR, SOE, elles ont aussi exercé, souvent sous de faux noms, des activités plus spécifiques. Moins suspectes que les hommes et, de ce fait, moins contrôlées, elles jouaient le rôle d'agents de liaison : il leur était plus facile de dissimuler dans leur sac à provision ou dans le landau d'un bébé ravitaillement, tickets d'alimentation, messages et journaux clandestins comme *Témoignage chrétien*, quand ce n'était pas des armes qu'elles allaient livrer jusque dans des maquis. Marcelle Bidault, Catherine Blum, Hélène Cogoluegnes, Mireille Lauze ont joué ce rôle au sein du mouvement Combat, comme Edmonde Charles-Roux dans le réseau Brutus, et c'est une femme qui, sur le tramway de l'Estaque empli de soldats allemands,

a déposé un panier rempli d'explosifs. Tandis que, de passage au Grand Hôtel Noailles, Joséphine Baker laissait transcrire à l'encre sympathique des renseignements militaires sur ses partitions musicales.

Secrétaires, dactylos ou journalistes comme Josette Remacle (alias « Odette Frioul »), elles faisaient de leur domicile ou de leur bureau une imprimerie clandestine pour tirer des tracts, fabriquer des faux papiers ou, telle Renée Rougeot, écrire des articles pour *La Marseillaise*. Elles y organisaient aussi des entrevues pour les chefs des différents mouvements ; ainsi, en 1942, Jean Moulin, Henri Frenay et Maurice Chevalance se sont retrouvés rue Kléber dans le petit appartement de Marcelle Bidault, tandis que Renée Keller, présidente de la Croix-Rouge, servait d'intermédiaire avec le milieu protestant. Quant au cabinet d'avocat de Germaine Poinso-Chapuis, il était lui aussi devenu un lieu de rencontre pour les résistants.

Nombre de femmes se sont aussi engagées dans la Croix-Rouge et dans des structures humanitaires. Le Centre américain de secours de Varian Fry en a employé plusieurs comme secrétaires ou enquêteuses. Des assistantes sociales et infirmières s'investissent dans l'Œuvre de secours aux enfants pour en sortir du camp des Milles, les placer et organiser des filières, notamment vers la Suisse. Résister, c'était aussi héberger des réfugiés, cacher des évadés des camps, « planquer » des juifs, etc. Elles ont été nombreuses à jouer ce rôle.

Des comités populaires féminins ou comités de ménagères sont aussi créés à l'initiative de Danielle Casanova ou de Rosette Remacle^[8], pour inciter les femmes à manifester. Ainsi lors du défilé du 14 juillet 1942 dans une ville non encore occupée, deux femmes tombent victimes de tirs, place de la Bourse, devant le siège du PPF. Quelques mois plus tard sous l'Occupation, d'autres n'hésiteront pas à



Germaine Poinso-Chapuis (1907-1993). © AN

[8] E. Richard, interview de Rosette Remacle, 1994.

Berty Albrecht (1893-1943). © Musée d'histoire de Marseille - MUSEE_2018_2_8



jeter des fleurs dans le Vieux-Port pour saluer le sabordage de la flotte à Toulon ou, lors de la fête nationale, à étendre à leurs fenêtres des lessives tricolores. Et le 25 mai 1944, elles sont près de deux-mille à marcher vers la préfecture aux cris de « Nous voulons du pain ! ».

Et après ?

Pour quelques-unes, leur engagement dans la Résistance a pu servir leur carrière politique, à une époque où les femmes accèdent enfin à la citoyenneté. C'est le cas pour la future ministre Germaine Poinso-Chapuis qui, dès la Libération, devient auprès de Gaston Defferre vice-présidente de la Délégation municipale de Marseille. Il en est de même pour quelques premières élèves : Mireille Dumont, Marie-Madeleine Fourcade, Josette Reibaut, Germaine Ripert-Émery...

Nombre de ces résistantes n'ont pas eu cette chance. Arrêtées, elles ont été interrogées par la Gestapo, parfois torturées, emprisonnées, fusillées ou déportées. Si quelques-unes ont pu survivre, d'autres ne sont jamais revenues comme Alice Salomon, directrice de la Verdière, qui a, volontairement, accompagné en déportation les trente enfants du Centre de détention de la Rose. Ne les oublions pas !



Jeune femme avec des FTP à la préfecture, le 25 août 1944. Photographie de Julia Pirofka.
© Musée d'histoire de Marseille - MUSEE_1660_8-112